

Unité inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Carrières
89, rue Wéber - CS 52002
30900 NIMES cedex 02

Nîmes, le 12 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRISUD

638 Rue Etienne Lenoir
ZAC KM Delta II
30900 ST CESAIRE

Références : GUN : 0018100046 / OM-2022-C 5-292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement CARRISUD implanté aux lieux-dits "Puech de la Cabanne" et "Garenne Vallonguette" et "Combilion" sur la commune de LA ROUVIERE. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRISUD
- Puech de la Cabanne - Garenne Vallonguette - Combilion 30190 LA ROUVIERE
- Code AIOT dans GUN : 0018100046
- Régime : Autorisation

L'exploitant carrisud exploite une carrière de roche massive calcaire et produisant des granulats destinés aux travaux professionnels et particuliers. Une installation de traitement mobile et une station de transit sont également dans la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets (article 7.4.3.2. de l'arrêté préfectoral n° 17-091N du 17 juillet 2017,)
- Conditions d'admission des déchets inertes sur le site, selon l'arrêté de prescriptions générales ministériel du 12 décembre 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 47	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Front d'abattage.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	/	Sans objet
Plan de Gestion des déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16(bis)	/	Sans objet
Identification piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 17/06/2017, article 7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le recyclage des matériaux du BTP sur le site par la station de transit, nécessite une zone réservée au triage si nécessaire et mis en attente de matériaux refusés (non inertes ou pollués). Cette zone devra être mise en place par l'exploitant et définie avec soin afin d'éviter une pollution due aux pluies. Enfin, un surplomb doit également être traité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, zone dédiée de stockage
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Il n'est pas constaté de zone dédiée à la vérification des déchets entrant permettant de vérifier de la nature de ces apports avant un versement vers les zones de stockage de déchets.
Note : Cet emplacement doit se situer dans une zone dont le ruissellement pluvial est confiné (ex. : bassin de décantation), afin d'éviter toute pollution.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Front d'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Surplomb / stabilité front
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
Constats : Il est constaté un surplomb dans la zone "Ouest", Actuellement, cette zone n'est pas exploitée mais devrait l'être dans les phasages ultérieurs. Le surplomb doit donc être sécurisé. Dans l'intervalle, cette zone n'est pas exploitée.
Décision : L'exploitant vérifie que l'accès à cette partie est effectivement condamnée depuis les voies de circulation.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16(bis)
Thème(s) : Risques chroniques, Complément, fond PGD
Prescription contrôlée : (...) Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; (...)
Constats : Il n'est pas constaté le report des différentes zones de stockages des déchets sur un plan annexe avec le type de déchets et les quantités au jour de l'édition du PGD.
Note : Il est rappelé la nécessité de reporter à chaque mise à jour du PGD les zones et stockages précédents afin de garder l'historique, en particulier lors des réaménagements paysagers sous lesquels les déchets ont été stockés.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2017, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Explosifs
Prescription contrôlée : L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant doit définir un plan de tir. L'exploitant doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs (interdiction d'accès aux zones dangereuses.....). Par ailleurs, des mesures d'évacuation de personnes et de condamnation d'accès aux abords de l'exploitation situés dans un périmètre de sécurité défini, sont prévues pendant les tirs de mines. Les chemins d'accès inclus dans ce périmètre de sécurité seront fermés. Lors des tirs, le personnel s'assure que personne ni aucun engin ou machine ne se trouve dans les abords du site. Des signaux réglementaires (sirène ou corne) préviennent de l'imminence d'un tir. Afin d'éviter toute conséquence à un éventuel incident de tir, le chemin de Vallonguette est interdit d'accès durant les tirs, depuis l'entrée de la carrière d'une part, et depuis le mas de Vallonguette d'autre part.(...)
Constats : Il est constaté le respect des procédures en place pour les derniers tirs de mine sur la carrière, notamment en ce qui concerne la sécurisation des accès. Il est noté la désignation par l'exploitant d'une personne en charge de sécuriser le site et d'autoriser le tir auprès du "boutefeu", il convient que la désignation de cette personne soit unique et clairement définie avant la procédure de tir.
Remarque : Il est rappelé que les dispositions sont définies par le décret n°80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) et ses annexes, titre explosifs section 1-2-3-4.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Autre, identification des ouvrages
Prescription contrôlée : Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.
Constats : Il est demandé d'apposer les plaques d'identification sur les piézomètres déclarés au BRGM au titre du code minier et relevant d'une surveillance des eaux souterraines comme prévu par l'AM du 11 septembre 2003.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet